

Contre les pesticides qui tuent le vivant

4 avril 2025

EXTINCTION REBELLION ET SCIENTIFIQUES EN RÉBELLION, REJOINTS PAR D'AUTRES COLLECTIFS, APPELLENT À MANIFESTER LE 5 AVRIL 2025 À PARIS CONTRE LES PESTICIDES QUI TUENT LE VIVANT

Le combat contre les pesticides et leurs effets délétères sur la biodiversité et la santé nous concerne toutes et tous. Et pourtant, en plus d'avoir un modèle agricole déjà mortifère, nous faisons face à des attaques et reculades politiques sans précédent sur des enjeux environnementaux et de santé publique. Ce n'est pas le moment de baisser les bras !

Extinction Rebellion et Scientifiques en Rébellion, rejoints par d'autres collectifs, appellent à une agriculture sans pesticides respectueuse du vivant. Nous poursuivons la lutte pour l'interdiction des agrototoxiques, massivement utilisés par l'agro-industrie. Ce marché lucratif et colonial impacte directement la santé humaine, l'environnement et la durabilité de nos modèles agricoles. Nous devons changer de régime !

La destruction de la biodiversité

Les preuves scientifiques s'accumulent. L'effondrement de la biodiversité est précipité par l'agriculture industrielle. Celle-ci repose sur des paysages simplifiés à l'extrême, comme la céréaliculture ou les élevages intensifs, des champs de plus en plus grands, la disparition des haies, des bosquets, des zones humides, et un nombre de plus en plus restreint d'espèces cultivées. Pour ces espèces, la sélection s'est focalisée sur l'augmentation du rendement en réponse à de forts niveaux d'engrais dont les excès polluent les nappes phréatiques, contribuent à la prolifération des algues vertes et à l'eutrophisation des eaux côtières, et génèrent de puissants gaz à effet de serre. Les variétés commercialisées sont

complètement homogènes génétiquement et très similaires les unes aux autres, conduisant à des paysages uniformes et sources de grande vulnérabilité vis à vis des bioagresseurs et des variations climatiques. Ce qui conduit inéluctablement à l'usage massif de pesticides.

Les pesticides contaminent tous les milieux, des pôles aux océans, avec des conséquences sur toutes les chaînes alimentaires, selon un rapport de l'IFREMER et de l'INRAE. Des études montrent un effondrement de 75% des populations d'insectes et de 50% de certaines populations d'oiseaux en Europe au cours des 30 dernières années dans les zones naturelles protégées. Dans les monocultures intensives, à plus forte raison, on assiste à un effondrement quasi-complet de la vie !

L'effet le plus emblématique et critique de l'usage des pesticides est le danger d'extinction des insectes pollinisateurs comme les abeilles, catastrophe dont on peine à mesurer l'ampleur. Ce sont 120 millions d'années de patiente co-évolution entre insectes pollinisateurs et plantes à fleurs, soit 90% des espèces végétales, incluant beaucoup de celles qui nous nourrissent, dont nous sommes aujourd'hui sur le point de faire table rase.



Les dangers pour la santé

Les conséquences de l'utilisation de pesticides sont catastrophiques pour la santé humaine. Les pesticides ont des effets neurotoxiques, perturbateurs endocriniens et cancérigènes avérés, selon l'INSERM. La santé des personnes vivant en milieu rural est particulièrement affectée : travailleur·euses agricoles, paysan·nes, mais aussi riverain·es et consommateur·ices. Les ouvriers agricoles de l'industrie de la banane en Guadeloupe et en Martinique sont frappés massivement par des cancers de la prostate dus à l'exposition au chlordécone, et plus de 90 % de la population adulte en Guadeloupe et Martinique est contaminée au chlordécone (Santé publique France). Des agriculteur·ices des régions viticoles sont malades de cancer dès l'âge de 50 ans. Chez les enfants de Charente-Maritime, des clusters de leucémies pédiatriques ont été détectés à l'adolescence. Et il ne s'agit ici que d'exemples parmi les plus connus.

Mais ces produits chimiques nous contaminent tous et toutes : des études ont montré la présence de résidus de pesticides dans la moitié des fruits et le quart des légumes cultivés en conventionnel intensif en intrants chimiques en France. Les bénéfices d'une alimentation biologique, donc sans pesticides chimiques, ont été démontrés car les personnes consommant en majorité une alimentation issue de l'agriculture biologique voient leur risque de déclarer un cancer réduit de 25 %.

Le colonialisme chimique

Tandis que l'Union européenne interdit la consommation sur son territoire de molécules agrottoxiques jugées trop dangereuses pour la santé humaine et l'environnement, les entreprises européennes sont de leur côté autorisées à les fabriquer et les exporter vers le reste du monde, notamment le Sud global. L'Union Européenne est ainsi la première région productrice et exportatrice de pesticides dans le monde, et environ 15 % de l'utilisation annuelle mondiale de pesticides interdits dans l'UE provient de l'UE elle-même. Il s'agit en effet d'un marché lucratif : regroupés au travers de "Croplife International", les cinq plus grands fabricants de pesticides dominent les deux tiers du marché mondial, et enregistrent des milliards de chiffre d'affaires. À ce double standard profondément injuste et choquant, véritable colonialisme chimique, s'ajoute un effet boomerang, puisque ces substances chimiques très toxiques reviennent ensuite dans nos supermarchés en Europe, par l'importation de fruits, légumes, épices traités avec ces mêmes pesticides. Les lobbies des pesticides justifient ces activités en disant que c'est la seule manière de nourrir l'humanité, ignorant le modèle agricole chimico-dépendant qu'ils créent, et balayant les innombrables impacts documentés sur les travailleur·euses, les riverain·es, les consommateur·ices et l'environnement. Du côté français, les victimes continuent à réclamer justice et réparation pour l'utilisation de ces pesticides dangereux dans les Antilles, véritable scandale sanitaire et colonial.

Les coupables

En 2024, le leader mondial des semences hybrides F1 propriétés des firmes est BASF, suivi de près par Bayer, Corteva et Syngenta. Ce sont donc les mêmes géants de l'industrie chimique, issus de l'industrie de guerre, qui vendent d'une main les semences qui doivent nourrir l'humanité, et de l'autre les produits qui empoisonnent la terre, le vivant et les humains. Sans oublier des médicaments

contre le cancer : la boucle est bouclée !

Les solutions existent !

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, les alternatives existent. Nous défendons l'agriculture biologique ainsi que la souveraineté alimentaire, en tant que « droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles » (Via Campesina). Loin d'un simple fantasme, comme cherchent à nous le faire croire les tenant·es du modèle injustement lucratif de l'agro-industrie, ces alternatives sont déjà mises en place partout dans le monde, en se basant sur des principes de justice, de coopération et de solidarité transnationale.

Mais cela nécessite de changer de paradigme et donc, de la volonté politique. Pour y arriver, des mesures d'accompagnement des paysan·nes sont nécessaires, afin qu'ils et elles puissent s'affranchir des pesticides sur leur ferme, et prendre en charge les coûts liés à la transition. Il est nécessaire de repenser drastiquement la politique agricole commune (PAC) européenne, afin qu'elle garantisse une alimentation suffisante et de qualité pour tout le monde, et afin qu'elle assure des revenus et un niveau de vie décent, ainsi que des prix équitables aux agriculteur·ices, en Europe et dans le reste du monde. Cela nécessite aussi l'arrêt de négociation d'accords de libre-échange, dans lesquels l'agriculture est un produit devant être compétitif et une arme au sein de guerres commerciales, plutôt qu'un droit. Cela demande enfin que l'UE cesse l'exportation de pesticides dangereux et interdits sur son territoire vers le reste du monde.

L'État doit faire face à ses responsabilités

Face à la sixième extinction de masse, nos décideur·euses ne sont clairement pas à la hauteur. En juin 2023, la France a d'ailleurs été condamnée par le tribunal administratif de Paris pour inaction face à l'effondrement du vivant. La justice a ordonné à la France de réduire sa consommation de pesticides conformément à ses obligations nationales et européennes qu'elle s'est fixée elle-même. Alors que le procès en appel va s'ouvrir au premier semestre 2025, plutôt que de se plier à la condamnation, nos dirigeant·es font le choix de foncer dans le mur en votant la réintroduction des néonicotinoïdes et sacrifiant les normes environnementales protectrices dans la loi d'orientation agricole. Les cancers, les pathologies

chroniques et auto-immunes explosent sur nous comme sur nos enfants, mais l'État ne réagit pas.

Nos revendications

- Nous demandons un arrêt de l'usage des pesticides en France, en Europe et dans le monde.
- Nous demandons un accompagnement des agriculteur·ices pour leur permettre d'arrêter l'usage de ces pesticides de synthèse, en s'inspirant des méthodes agronomiques déjà existantes en agriculture biologique.
- Nous demandons une conférence de citoyen·nes qui préparera une loi agricole pour nourrir sans détruire, conciliant production, revenu décent, santé et respect de l'environnement, présent et avenir.

Pour marquer la **journée mondiale de la santé du 7 avril**,

rejoignez la grande marche vivante Printemps Bruyant

le samedi 5 avril 2025 à Paris,

pour demander l'interdiction des pesticides.

La marche partira à **14h du Muséum National d'Histoire Naturelle** pour se terminer devant le Ministère de la Santé.

Il s'agira d'une action déclarée, festive, familiale, ouverte à toutes et tous, en présence de nombreux scientifiques dont des médecins, en tête de cortège.

Les signataires de l'appel :

Extinction Rebellion et Scientifiques en Rébellion sont rejoints par Action Justice Climat, Agir pour l'environnement, Alerte des Médecins contre les Pesticides, Alerte Planète, Alliance Santé Planétaire, Alter Kapitae, Amap Nancy, Amis de la Terre Paris, Alerte Pesticides Haute Gironde, Alternatiba, AMAP des Roses, AMAP Le 14eme potager, ANV COP 21, Arthropologia, Association Printemps Bruyant !, ATTAC, Avenir Santé Environnement, AVEC (Association de Veille Environnementale du Cher), Bassines Non Merci 17, Bio Consom'Acteurs, Cantine sans plastique France, CCFD-Terre Solidaire, Chrétiens Unis pour la Terre, Citoyens pour le Climat, COAADEP (Collectif des Ouvriers Agricoles et de leurs Ayants Droit Empoisonnés par les Pesticides), Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest, Collectif sarthois « Santé et Pesticides », Collectif pour

le Triangle de Gonesse (CPTG), Collectif Vietnam-Dioxine, Combat Monsanto, Comité écologique Ariégeois, Coquelicots de Paris, Défense des Milieux Aquatiques, Famille d'Illkirch, FSU-SNUipp 17, Festival Ça Marche de Parthenay, Fridays for Future France, Génération Écologie, GNSA (Groupe National de Surveillance des Arbres), Générations futures, Greenpeace Paris, Greniers d'Abondance, Horizons Fertiles, Indecosa CGT (Information et Défense des Consommateurs Salariés), Justice ensemble, La Fabrique des Soignants, Les Écologistes, Les Fameuses, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Lutte et Contemplation, Marches pour l'alimentation, Médecins du Monde, Mouvement Inter-Régional des AMAP (MIRAMAP), Naturalistes des terres, Nature et Progrès Ardèche, Notre Affaire à Tous, Nous Toutes, On est prêt, PEPS (Pour une Écologie Populaire et Sociale), Pesticides en Question 28, Peuples Solidaires Action Aid, Pollinis, Printemps Écologique, Réseau Environnement Santé, Riverains Ensemble, Sable & Cendre, Secrets toxiques, Smile For Future, Société Française pour l'Étude et la Protection des Mammifères (SFEPM), SOS Rivières et environnement, SOS MCS (Sensibilité Chimique Multiple), Soulèvements de la Terre Île de France, Soulèvements de la Terre Sèvre Niortaise, Stop aux Cancers de nos Enfants, SUD Éducation 17, SUD Recherche, Syndicat National d'Apiculture, Terre d'Abeilles, UD CGT Paris, Vert Monton, Victoires Populaires Bordeaux, WECF France, Zéro Déchet Noisy-le-Grand.

Et Gabriel Amard député du Rhône pour le 6ème circonscription, Benoît Biteau député de la Charente-Maritime pour la 2ème circonscription, Gabrielle Cathala députée du Val d'Oise pour la 6ème circonscription, Bérenger Cernon député de l'Essonne pour la 8ème circonscription, Sophia Chikirou députée de Paris pour le 6ème circonscription et conseillère régionale Île-de-France, Monique De Marco sénatrice de la Gironde, Julie Garnier conseillère régionale Île-de-France, Clémence Guetté vice-présidente de l'Assemblée nationale députée du Val-de-Marne pour la 2ème circonscription, Akli Mellouli sénateur du Val-de-Marne, Vianney Orjebin conseiller régional Île-de-France, Julie Ozenne députée de l'Essonne 9ème circonscription, Raymonde Poncet-Monge sénatrice du Rhône, Loïc Prud'homme député de la Gironde pour la 3ème circonscription, Mouloud Rezouali conseiller municipal Avignon, Daniel Salmon sénateur d'Ille-et-Vilaine, Anne Stambach-Terrenoir députée de la Haute-Garonne pour la 2ème circonscription, Nicolas Thierry député de Gironde pour la 2ème circonscription, Aurélie Trouvé député de la Seine-Saint-Denis pour la 9ème circonscription.

(Liste mise à jour le 31 mars 2025)